

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

REGION DU NORD

DEPARTEMENT DU MAYO-LOUTI

COMMUNE DE MAYO-OULO

SERVICE COMMUNAL DE PASSATION  
DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

NORTH REGION

MAYO-LOUTI DIVISION

MAYO-OULO COUNCIL

COUNCIL OFFICE CONTRACTOR

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE  
N°02/AONOPU/MAIRE COMMUNE MAYO-OULO/CIPM/2026 du 09/03/2026 pour la construction  
d'un logement d'astreinte à EP SOLOMO dans la Commune de Mayo - Oulo**

**1. Objet de l'appel d'offres**

Dans le cadre de l'exécution **du budget d'investissement public**, le Maire de la Commune de MAYO OULO, Autorité Contractante lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour les travaux de **construction d'un logement d'astreinte à EP SOLOMO** dans la commune de Mayo-oulo.

**2. Consistance des prestations**

Les travaux faisant l'objet du présent marché comprennent notamment :

- ✓ Travaux préparatoires ;
- ✓ Terrassement ;
- ✓ Fondations ;
- ✓ Maçonnerie Elévation ;
- ✓ Charpente et couverture ;
- ✓ Menuiserie métallique ;
- ✓ Electricité ;
- ✓ Peinture ;
- ✓ VRD.

Les spécifications techniques de ladite consultation sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières inclus dans le présent Dossier d'Appel d'Offre.

**3. Délai d'exécution**

Le délai maximum prévu par le maître d'ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de trois (03) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

**4. Allotissement**

Les travaux sont en lot unique.

**5. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issu des études préalables est de vingt millions (20 000 000) francs CFA.

**6. Participation et origine**

La participation au présent d'Appel d'Offres est ouverte aux prestataires de droit camerounais, justifiant des capacités techniques et financières pour la **construction d'un logement d'astreinte à EP SOLOMO** y relatif.

**7. Financement**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget d'investissement public du MINEDUB de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire N° \_\_\_\_\_.

## 8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour ce présent Appel d'Offres est le mode hors ligne.

## 9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré acquitté à la main et le récépissé de consignations délivré par la caisse des dépôts et de consignations (CDEC), délivré par une banque ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des finances. Le montant s'élève à quatre **cent mille (400 000) FCFA** valable pendant une période de **trente (30) jours** au-delà de la date originelle de validité des offres. L'absence de la caution de soumission et/ou le récépissé de CDEC, entrainera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission et/ou la CDEC produite mais, n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission et le CDEC produite par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

## 10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres :

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables au SIGAMP, porte N°15, Téléphone : 697 44 77 18 dès publication du présent avis.

Il peut être également consulté en ligne sur la plate forme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

## 11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être obtenu au SIGAMP porte N°15, Téléphone : 697 44 77 18 dès publication du présent avis contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de trente cinq mille (35 000) francs CFA payable au guichet de la recette municipale de Mayo-Oulo.

## 12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles et une version numérique sur CD, devront parvenir au **SIGAMP de la commune Mayo-Oulo**, au plus tard le **08/04/2026 à 10 Heures**. Les plis contenant les soumissions seront placés dans une grande enveloppe anonyme portant la mention :

« Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence N° **02/AONOPU/ MAIRE**

**COMMUNE MAYO-OULO/CIPM/2026 du 09/03/2026 pour la construction d'un logement d'astreinte à EP SOLOMO**

« à n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

## 13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellées. Seront irrecevables :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non conforme au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'appel d'offre ;
- Le non respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le DAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la DAO sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non respect des modèles des pièces de la DAO entrainera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission et/ou la CDEC produite mais, n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est

considérée comme absente. La caution de soumission et la CDEC produite par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

#### **14. Ouverture des plis**

L'ouverture se fait en un temps et aura lieu le **08/04/2026 à 11 heures** par la CIPM dans la salle de réunion sise à la commune de Mayo-oulo.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

**Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente conformément aux stipulations du règlement Particulier du Dossier d'Appel d'Offre. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de l'Appel d'offre.**

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la commission, l'offre sera rejetée.

#### **15. Critères d'évaluation**

L'évaluation des offres se fera en trois (03) étapes :

- *1<sup>ère</sup> étape : Vérification de la conformité du dossier administratif de chaque soumissionnaire,*
- *2<sup>ème</sup> étape : Evaluation technique des offres administrativement conforme,*
- *3<sup>ème</sup> étape : Vérification des offres financières des entreprises dont les offres ont été reconnues techniquement qualifiées et administrativement conforme.*

Les critères d'évaluation sont de deux types : Les critères éliminatoires et les critères essentiels.

##### **15.1-Critères éliminatoires :**

Il s'agit notamment de :

###### **15.1.1 : Pièces administratives**

- a) *De la non-production dans un délai de 48 heures après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission et le CDEC;*
- b) *L'absence du cautionnement de soumission timbré et/ou de récépissé de consignations délivré par la caisse des dépôts et de consignations (CDEC);*
- c) *Des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification des pièces.*
- d) *Absence de l'attestation de catégorisation.*

###### **15.1.2 : Offre technique**

- a) *De la non satisfaction d'au moins 70% (soit 14/19) des critères essentiels ;*
- b) *De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;*
- c) *De l'absence de la charte d'intégrité.*
- d) *Des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification des pièces.*

###### **15.1.3 : Offre financière**

- a) *De l'absence d'un prix unitaire quantifié dans le DAO ;*
- b) *De l'absence d'un élément de l'offre financière (soumission, BPU, DQE, SDPU) ;*
- c) *de la non-conformité du modèle de soumission ;*

##### **15.2 : Critères essentiels**

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base de 19 critères essentiels ci-dessous :

- a) *La présentation générale de l'offre (02 critères)*
- b) *La capacité financière (03 critères)*
- c) *Les références de l'entreprise (03 critères)*
- d) *Les moyens logistiques (03 critères)*

- e) La méthodologie d'exécution (04 critères)  
f) La qualification et l'expérience du personnel (04 critères)

**N.B. Toute offre n'ayant pas obtenu cent pour cent (100%) d'avis favorable pour les critères éliminatoires et au moins soixante dix pour cent (70%) soit 14/19 (oui) d'avis favorable pour les critères essentiel sera éliminée**

### **16. Attribution**

Le maître d'ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la mois-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

### **17. Duré de validité des offres**

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date limite fixée par la remise des cotations.

### **18. Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au SIGAMP, porte N°15, Téléphone : 697 44 77 18 dès publication du présent avis.

Il peut être également consulté en ligne sur la plate forme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet e l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

### **19. Lutte contre la corruption**

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargé des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros : (237) 673 20 57 25/699 35 07 18 et la cellule de corruption du MO au numéro ..... et celle de l'ARMP au numéro .....

Mayo-Oulo, le 09/03/2026

*Le Maire de la Commune de  
Mayo - Oulo (Maître d'Ouvrage)*

#### **Ampliations :**

- ARMP (pour publication au JDM)
- Président CIPM/CMO
- DD MAP MAYO-LOUTI
- Affichage (pour information)
- Chrono



*Boubakari Djidda*

The services covered by the quotation request are financed by the Ministry of basic education investment budget for the 2026 fiscal year under budget line No. -----.

#### 8. Submission Method

The submission method chosen for this quotation request is offline.

#### 9. Provisional bond

Each bidder must include with their administrative documents a stamped bid bond and the receipt for the deposit issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), paid by hand, issued by an bank or insurance company authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public procurement (a list of which is included in document 14 of the tender documents). The amount of the bond is forty hundred thousand (400,000) FCFA and is valid for a period of thirty (30) days beyond the original bid validity date. The absence of a bid bond and CDEC issued by an bank or insurance company authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public procurement will result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted but unrelated to the tender in question will be considered missing. A bid bond and or CDEC submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

#### 10. Consultation of the quotation request file:

The physical file may be consulted free of charge in the MO's offices during business hours at SIGAMP, door 15, Telephone: 697 44 77 18, as soon as this notice is published.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

#### 11. Acquisition of the tender Request File

The physical version of the file can be obtained from SIGAMP, door 15, Telephone: 697 44 77 18 upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable sum of thirty five thousand (35,000) CFA francs for the DAO purchase fee, payable at the Mayo-Oulo council revenue office.

#### 12. Submission of offers

Each offer, written in French or English, must be submitted in seven (7) copies, including one (1) original and six (6) copies marked as such, and one digital version on CD. These submissions must be received by the SIGAMP office of the Mayo-Oulo council no later than **10:00 AM** on **08/04/2026**. The envelopes containing the bids must be placed in a large, unmarked envelope bearing the following inscription: "Notice of Open National Invitation to Tender under Emergency Procedure No. 02/AONOPU/ MAYOR OF MAYO-OULO COUNCIL/CIPM/2026 of **09/03/2026** for the construction of penalty housing at the public primary schools of SOLOMO in the Mayo-Oulo council.

" This envelope must not be opened until the opening session.

#### 13. Admissibility of offers

The administrative documents, the technical proposal, and the financial proposal must be placed in separate, sealed envelopes. Any submissions that do not comply will be rejected.

- Envelopes bearing the bidder's identity information;
- Envelopes received after the submission deadline;
- Envelopes not conforming to the submission method;
- Envelopes without indication of the tender details;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the tender specifications or submissions consisting solely of copies.

Any incomplete offer, in accordance with the tender specifications, will be declared inadmissible.

In particular, the absence of a bid security issued by an organization or financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the field of public procurement, or failure to comply with the document templates in the tender specifications, will result in the outright rejection of the bid without recourse. A bid security submitted but unrelated to the relevant tender

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie  
-----  
REGION DU NORD  
-----  
DEPARTEMENT DU MAYO-LOUTI  
-----  
COMMUNE DE MAYO-OULO  
-----  
SERVICE COMMUNAL DE PASSATION  
DES MARCHES  
-----



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland  
-----  
NORTH REGION  
-----  
MAYO-LOUTI DIVISION  
-----  
MAYO-OULO COUNCIL  
-----  
COUNCIL OFFICE CONTRACTOR  
-----

NOTICE OF NATIONAL OPEN TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE No. 02/AONOPU/MAYOR OF MAYO-OULO COUNCIL/CIPM/2026 of 09/03/2026 for the construction of penalty housing at the public primary schools of SOLOMO in the Mayo-Oulo council.

### 1. Purpose of the Request for tender

In the context of the execution of the public investment budget, the Mayor of the MAYO OULO council, Contracting Authority, launches a National Open Call for Tenders in emergency procedure for the construction work of penalty housing at the public primary schools of SOLOMO in the commune of Mayo-oulo.

### 2. Scope of Services

covered by this contract include, in particular:

- ✓ Preparatory works
- ✓ Earthworks
- ✓ Masonry and elevation;
- ✓ Foundations;
- ✓ Framework and roofing;
- ✓ Metalwork;
- ✓ Electricity;
- ✓ painting;
- ✓ VRD

The technical specifications of this tender are detailed in the Special Technical Specifications included in this Request for tender.

### 3. Lead time

The maximum period stipulated by the contracting authority for the completion of the services covered by this Invitation to Tender is three (3) months. This period begins from the date of notification of the work commencement order.

### 4. Allotment

The work is subdivided into two lots.

### 5. Estimated Cost

The estimated cost of the operation, following preliminary studies, is twenty four millions twenty millions (20 000 000) CFA francs.

### 6. Participation and Origin

Participation in this Invitation to Tender is open to service providers under Cameroonian law, demonstrating the technical and financial capacity for the construction of penalty housing at the public primary schools of SOLOMO in the Mayo-Oulo council related there to.

### 7. Financing

will be considered absent. A bid security submitted by a bidder during the bid opening session will be inadmissible.

#### **14. Opening of bids**

The opening will take place in a single session on **08/04/2026 at 11:00 AM** by the CIPM in the meeting room located in the Mayo-Oulo municipality. Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice. Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or certified copies from the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations for the Invitation to Tender. They must be less than three (3) months old or have been established after the date of signature of the quotation notice. In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file at the time of the bid opening, after a 48-hour period granted by the commission, the bid will be rejected.

#### **15. Evaluation Criteria.**

The evaluation of bids will be conducted in three (03) stages:

- Stage 1: Verification of the compliance of each bidder's administrative file,
- Stage 2: Technical evaluation of administratively compliant bids,
- Stage 3: Verification of the financial bids of companies whose bids have been recognized as technically qualified and administratively compliant.

The evaluation criteria are of two types: Eliminary criteria and essential criteria.

##### **15.1-Elimination criteria:**

These include:

###### **15.1.1: Administrative documents**

- a) Failure to submit within 48 hours of the bid opening any document in the administrative file deemed non-compliant or missing, other than the bid bond;
- b) Absence of a stamped bid bond and a deposit receipt issued by the Caisse des Dépôts et de Consignations (CDEC);
- c) False declarations, fraudulent practices, or falsification of documents
- d) absence of the categorization certificate.

###### **15.1.2: Technical Offer**

- a) Failure to meet at least 70% ( 14/19) of the essential criteria;
- b) Absence of a sworn statement stating that the performance of a service has not been abandoned over the past three years;
- c) Absence of an integrity charter.
- d) False declarations, fraudulent practices, or falsification of documents.

###### **15.1.3: Financial Offer**

- a) Absence of a quantified unit price in the quotation;
- b) Absence of an element of the financial offer (bid, BPU, DQE, SDPU);
- c) Non-compliance of the submission template;

##### **15.2: Essential Criteria**

The evaluation of technical bids will be based on the 19 essential criteria listed below:

- a) General presentation of the bid (2 criterion)
- b) Financial capacity (3 criterion)
- c) Company references (3 criteria)
- d) Logistics resources (3 criterion)
- e) Execution methodology (4 criteria)
- f) Staff qualifications and experience (4 criteria)

N.B. Any bid that does not receive one hundred percent (100%) of favorable opinions for the elimination criteria and at least seventy percent (70%) or 14/19 (yes) of favorable opinions for the essential criteria will be eliminated.

16. Award

The contracting authority shall award the contract to the bidder who has submitted an offer fulfilling the required technical and financial qualification criteria and whose offer is evaluated on the lowest bid including, where applicable, the proposed discounts.

17. 17. Validity period of offers

Bidders remain bound by their offers for 90 days from the deadline set by the submission of quotations.

18. 18. Additional Information

Further information can be obtained during business hours at SIGAMP, door No. 15, Telephone: 697 44 77 18, from the date of publication of this notice. It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website ([www.arpmp.cm](http://www.arpmp.cm)).

19. 19. Fight against corruption

For any denunciation of practices, facts or acts, attempted corruption or acts of malpractice, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) by SMS or call at (237) 673 20 57 25/699 35 07 18 and the Ministry of Public Procurement's corruption unit at ..... and the ARMP's corruption unit at .....

Mayo-Oulo, 09/03/2026  
The Mayor of the Municipality of  
Mayo-Oulo (Project Owner)

Extensions:

- ARMP (for publication in the JDM)
- President CIPM/CMO
- DD MAP MAYO-LOUTI
- Display (for information)
- Chrono

